



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71321 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 03/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES BRESSE BOURGOGNE

Zone Portuaire Sud
71380 Épervans

Références : AC/MV/2024/C_085
Code AIOT : 0005400634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement CARRIERES BRESSE BOURGOGNE implanté LE PAQUIER 71590 Verjux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES BRESSE BOURGOGNE
- LE PAQUIER 71590 Verjux
- Code AIOT : 0005400634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par arrêté préfectoral du 19/10/2009 pour 20 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.10	Demande d'action corrective	2 mois
10	Auto surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 8.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.4.2	Sans objet
2	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.2.3	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.5	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.1.4	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.4	Sans objet
6	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.2.4	Sans objet
7	Remise en état par phase	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.5.1	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de graves manquements sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de production brute maximale annuelle					
Prescription contrôlée :					
<p>La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 400 000 tonnes et de 350 000 tonnes en moyenne. Cette valeur moyenne doit être respectée sur 3 années glissantes. Les justificatifs correspondants sont à tenir à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>A partir de 2019 et afin de respecter les orientations du schéma départemental des carrières, les productions limites annuelles indiquées ci-dessus doivent diminuer de 2% par an.</p>					
Année	Production maximale (t)	Production moyenne (t)	Année	Production maximale (t)	Production moyenne (t)
2018	400 000	350 000	2021	376 000	329 000
2019	392 000	343 000	2022	369 000	323 000
2020	384 000	336 000	2023	362 000	316 000
Constats :					
<p>Depuis 2018, les productions annuelles brutes sont de l'ordre de 200 000 tonnes.</p> <p>L'exploitant déclare annuellement ses données de production dans l'application GEREP (onglet production carrière).</p> <p>Les volumes sont obtenus par différence de relevés topographiques annuels des surfaces extraites et pesée en continue à la sortie de la barge excavatrice.</p>					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 2 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.2.3					
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation					
Prescription contrôlée :					
<p>L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 4 phases principales, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :</p>					
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m²)	D o n n t renouvellemen t	D o n n t extension	Quantité de matériaux à extraire (tonnes)

1	2010	121 460	79 500	41 960	1750000
2	2015	122 330	0	122 330	1743000
3	2020	122 390	0	122 390	1614000
4	2025	121 820	0	121 820	1460000

Surface totale d'extraction : 48 ha 80 a (488 000 m²)

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être terminée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Constats :

L'exploitation se trouve dans la phase 3 théorique. Toutefois l'avancée de l'exploitation a globalement environ 1 phase de retard et se situe plutôt en fin de phase 2. Une partie de la surface concernée par la phase 3 a été mise en exploitation (31 619 m²).

L'exploitation présente un certain retard dans le phasage prévisionnel qui est partiellement compensé par un volume de gisement exploitable inférieur au volume prévu (la hauteur d'extraction du gisement est de l'ordre de 6 à 7 mètres au lieu de 11 mètres dans le dossier de demande d'autorisation).

Actuellement, les surfaces concernées par l'exploitation de la phase 1 ne sont pas complètement remises en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement

Prescription contrôlée :

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

Selon le dernier plan d'exploitation de la carrière relevé en novembre 2023, les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites du périmètre autorisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p> <p>Constats :</p> <p>Les zones en travaux et le plan d'eau dans l'emprise de la carrière sont clôturés (piquets et barbelés).</p> <p>La carrière dispose de plusieurs entrées dont une entrée principale au niveau du pré-stock de matériaux qui sont fermées par une barrière.</p> <p>Des panneaux sont régulièrement présents au niveau des barrières, sur et à proximité de la clôture pour signaler le danger et l'interdiction d'entrer (notamment le risque de noyade).</p> <p>En période d'activité notamment et compte tenu de l'éloignement des zones d'exploitation avec l'entrée de la carrière et de la présence que de deux personnels au sein du site, la barrière d'entrée principale est tenue fermée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un

<p>rayon de 50m,</p> <ul style="list-style-type: none"> - les positions des fronts, - les cotes d'altitude des points significatifs, - les zones remises en état, - les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...), - les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation à l'échelle 1/2500 relevé par un géomètre-expert en novembre 2023 contient toutes les informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Épaisseur d'extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'épaisseur d'extraction maximale sera de 16 m par rapport au terrain naturel (dont environ 4 m constitué de terre végétale et de matériaux argileux). La cote de fond minimum des zones extraites sera de 158 NGF.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'épaisseur d'extraction maximale est d'environ 11 m par rapport au terrain naturel. La cote minimale d'extraction est à 163 m NGF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Remise en état par phase

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état par phase</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Il doit notifier l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE et justifier de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).</p> <p>En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.</p>
<p>Constats :</p>

<p>La remise en état de la carrière est coordonnée à l'exploitation et notamment aux phases de découvertes dont les matériaux extraits sont réutilisés sans stockage pour le remblayage des zones précédemment extraites.</p> <p>Actuellement la phase 1 n'a pas été complètement remise en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant notifiera l'achèvement de la remise en état de la première phase d'exploitation à l'inspection et justifiera de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans, photographies...).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Commission de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Commission de suivi</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est créé une commission d'information et de suivi des travaux d'exploitation de la carrière, présidée par Monsieur le Maire de Verjux (ou son représentant) composée d'un représentant de l'exploitant, de la CAPEN et de l'association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire (AOMSL).</p> <p>La commission se réunit annuellement sur convocation de son Président. Elle a pour objet de faire le point sur l'exploitation de la carrière, les problèmes rencontrés en ce qui concerne l'environnement ou la sécurité des tiers et de discuter, le cas échéant, des voies d'amélioration à rechercher.</p> <p>Un compte rendu de cette réunion annuelle doit être adressé aux membres de cette commission, ainsi qu'à l'inspection des installations classées et au Préfet de Saône-et-Loire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une commission de suivi "environnemental" de la carrière est organisée annuellement par la commune de Verjux.</p> <p>Elle est composée du maire ou de son représentant, de l'exploitant, de l'EPTB Saône et Doubs et de diverses associations : LPO, AOMSL.</p> <p>Non-conformité : absence de transmission des comptes rendus à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection les deux derniers comptes-rendus de commission.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 4.4		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines		
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de procéder à une surveillance de la qualité des eaux de la nappe souterraine. Cette surveillance comporte systématiquement un relevé du niveau piézométrique des eaux et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci-après.		
Points de prélèvements	Fréquence	Paramètres
3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval)	2 fois par an, dont : - une analyse en période de basses eaux - une analyse en période de hautes eaux	pH Hydrocarbures DCO MEST Nitrates
Les prélèvements d'échantillons et analyses doivent être effectués conformément aux normes AFNOR.		
Constats : Examen pour les années 2022 et 2023 : L'exploitant surveille la qualité des eaux souterraines à partir de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval hydraulique) en périphérie de la carrière deux fois par an (hormis en 2023 : 1 seule campagne en août en raison d'une crue au moment de la deuxième campagne en fin d'année). Depuis 2023, cette surveillance est missionnée entièrement au bureau d'études accrédité "PERLEnvironnement" (mesures in situ, prélèvements, rapport, interprétation des résultats, analyses par le laboratoire AGROLAB). Avant 2023, l'exploitant se chargeait lui-même des prélèvements et mesures des niveaux d'eau dans les piézomètres (les analyses étaient réalisées par AGROLAB). Lors de la dernière campagne de surveillance en 2023, les analyses ont été réalisées sur tous les paramètres requis.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 10 : Auto surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres indiqués au chapitre 4.4. et sur les paramètres suivants : pH, MEST, DCO, nitrates et hydrocarbures totaux.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Les résultats commentés de ces analyses et des mesures de niveau sont adressés une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspection des installations classées, ainsi que la DDASS, du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

Depuis 2023, l'exploitant a missionné un bureau d'études pour les prélèvements qui sont réalisés selon la norme NF X 31-615-2017 en vigueur.

Les analyses sont effectuées par un laboratoire accrédité sur les paramètres mesurés.

Le rapport de mesures de 2023 présente les résultats et conclusions sur la base notamment des valeurs limites réglementaires de la qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable (arrêté du 11/01/2007).

Non-conformité : les résultats commentés de ces analyses et des mesures de niveau ne sont pas adressés à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection un tableau de synthèse des résultats des 5 dernières années (2019 à 2023) et les commentaires associés si nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois